

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1489

6 juillet 2011

SOMMAIRE

Activa Meat	71442	I.B. Consulting S.A.	71471
Advisory & Consulting	71468	ImmoZone, S.à r.l.	71471
Biopharma Secured Debt Fund II	71447	Imprimerie Gérard Klopp S.à r.l.	71472
BP Caplux S.A.	71448	I Nigri Sàrl	71467
Craptor SA	71426	I Nigri Sàrl	71467
Daytona International S.à r.l.	71458	ITFI	71442
enerGplan GEIE, Energie General planer	71454	Joint Bulk Investors S.A.	71472
Euresa-Life S.A.	71453	JRS SICAV	71428
Financière Concorde S.A.	71448	JRS SICAV - SIF	71428
FR Barra 2 S.à r.l.	71461	KEV Germany RETAIL S.à r.l.	71428
GACEREF Luxco Austria/Belgium S.à r.l.	71457	Knockon S.A.	71460
GACEREF Luxco Germany S.à r.l.	71458	Koch Fiber Finance Holding S.à r.l.	71461
GACEREF Luxco Holdco S.à r.l.	71459	LBREM Europe S.à r.l.	71447
GACEREF Luxco Netherlands S.à r.l.	71459	Lrlux	71443
Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l.	71454	Madar Invest Luxe	71429
Goodrich Luxembourg Investments S.à r.l.	71454	Maecolux S.A.	71458
Harvest I S.à r.l.	71460	Project W Holding S.à r.l.	71443
H.B.P. S.A.	71460	Rom4 S.A.	71443
Hekalux S.à r.l.	71461	Rom7 S.A.	71448
Heytens Decorlux S.A.	71429	Securities and Assets S.A.	71462
HP Laurad Management Participations (HPLMP) S.C.A.	71461	TAD Luxembourg S.à r.l.	71437
HP Laurad Management Participations (HPLMP) S.C.A.	71461	TPG Goldbell S.à r.l.	71448
Hyd Fin Int'l	71467	TPG Village, S.à r.l.	71448
		Travel Writer Sàrl	71467
		Versbau S.A.	71437
		Y.D.X. S.A.	71472

Craptor SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 160.597.

STATUTS

L'an deux mille onze, le trente et un mars.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

A comparu:

INTERNATIONAL CONSULTING AGENCY SA avec siège social à L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 139 578,

ici représentée par Chantai SIMON, manager, demeurant à Thionville, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée. Le comparant a requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 ainsi que par les présents statuts dénommée: CRAPTOR SA.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut-être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Dudelange.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet:

- l'achat, la vente, le négoce, l'import et l'export de produits non réglementés;
- l'activité de commissionnaire, accepter tous mandats relatifs aux affaires d'autrui, à l'exclusion de la mise en relation de ses clients avec une banque ou un professionnel du secteur financier, à l'exclusion de mandats de gestion de fortune.
- l'activité d'intermédiaire commercial.

La société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille (31.000.-) euros, représenté par mille (1.000) actions de trente et un (31.-) euros chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Art. 7. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur et en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature collective de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit, pour les actes relevant de la gestion journalière, par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de juin à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

Art. 11. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 12. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit par INTERNATIONAL CONSULTING AGENCY SA avec siège social à L-3511 Du-delange, 53-55, rue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 139 578.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de cent pour cent de sorte que la somme de trente et un mille (31.000.-) euros se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents (1.200.-) euros.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui pour finir le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2012.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant, ès-qualités qu'il agit, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé un (1) et celui des commissaires à un (1).

Est nommé aux fonctions d'administrateur unique:

Clément OHRESSER, gérant de société, né à Strasbourg, le 23 mai 1961, demeurant à F-67640 Fegersheim, 52, rue de l'Amiral Ronarc'h.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

Roger HAUSS, comptable, né à Strasbourg/Bas-Rhin (France), le 27 janvier 1945, demeurant à F-67100 Strasbourg, 1, Place des Rouges Gorges.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2016.

Quatrième résolution

L'adresse de la Société est fixée à L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Simon et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 6 avril 2011. Relation EAC/2011/4706. Reçu soixante quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 20 avril 2011.

F. MOLITOR.

Référence de publication: 2011060504/131.

(110067164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

JRS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 149.836.

Les comptes annuels révisés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011061921/10.

(110068642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

JRS SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 148.348.

Les comptes annuels révisés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011061922/10.

(110068643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

KEY Germany RETAIL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 130.836.

Les comptes annuels au 30/06/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02.05.2011.

Polyxeni Kotoula / Jorge Pérez Lozano

Manager / Manager

Référence de publication: 2011061925/12.

(110069106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Heytens Decorlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 345, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.514.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue en date du 13 mai 2011, que:

- Les mandats des administrateurs:

* Monsieur Xavier DEMEUSE, né le 10 janvier 1968 à Ottignies en Belgique et demeurant au 31458, Chaussée de Waterloo B-1180 Uccle en Belgique

* Madame Françoise GROMMERCH, née le 24 août 1974 à Rocourt en Belgique et demeurant au 60, Allée du Moulin-à-Vent B-5004 Bouge en Belgique

* Monsieur Dirk MELLAERTS, né le 21 mai 1968 à Bruxelles en Belgique et demeurant au 38, Au Tiège B-4052 Chaudfontaine en Belgique

ont été renouvelés avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en 2017.

* Monsieur Yves MOURIES, né le 17 septembre 1947 à Marseille en France et demeurant au 28, Boulevard Raspail, F-75007 Paris, a été nommé en tant qu'administrateur et administrateur délégué, en remplacement de Monsieur Jean Philippe DARNAULT, né le 24 juillet 1959 à Paris en France, avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011070517/22.

(110078179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Madar Invest Luxe, Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 160.194.

STATUTS

L'an deux mille onze, le huit avril;

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

"LWM CORPORATE SERVICES LIMITED", une société établie et ayant son siège social au 401, Jardine House, 1, Connaught Place, Central, Hong Kong,

ici représentée par Monsieur Jos HEMMER, employé privé, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 4 avril 2011.

La prédite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle personne comparante, agissant es-qualités, a requis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme, que la partie prémentionnée va constituer en tant qu'actionnaire ou avec tout autre associé de la société par la suite.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital.

Art. 1^{er}. Entre la personne ci-avant désignée et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "MADAR INVEST LUXE".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle peut également donner ses avoirs en gage, dans l'intérêt de ses associés/actionnaires. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à HUIT CENT MILLE EUROS (800.000,-EUR), représenté par HUIT CENT MILLE (800.000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (1,-EUR) chacune.

Pour la durée telle que prévue ci-après, le capital social pourra être porté de son montant actuel à HUIT MILLIONS D'EUROS (8.000.000,-EUR) par la création et l'émission d'actions supplémentaires d'une valeur nominale d'UN EURO (1,-EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 5^{ème} anniversaire de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du présent acte de constitution daté du 8 avril 2011, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6.

6.1 Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Si la Société a plus d'un actionnaire, elle est administrée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") composé de trois (3) Administrateurs au moins (les "Administrateurs").

6.2 Le nombre des administrateurs est déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

6.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de nommer des Administrateurs de deux classes différentes, à savoir un ou des Administrateur(s) de la classe A et un ou des Administrateur(s) de la classe B. Toute classification d'Administrateurs doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

6.4 Les Administrateurs doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

6.5 La décision de suspendre ou de révoquer un Administrateur doit être adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple de tous les droits de vote présents ou représentés.

6.6 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

6.7. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, e-mail ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

Art. 12.

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par la signature conjointe de deux Administrateurs de la Société ou par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration moyennant une décision unanime du Conseil d'Administration.

12.2 Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Administrateur de classe A et d'un Administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale.

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 2^{ème} lundi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2011.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2012.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et Paiement

Les actions ont été souscrites et libérées comme suit par:

"LWM CORPORATE SERVICES LIMITED", prédésignée, huit cent mille actions	800.000
Total	800.000

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de huit cent mille euros (800,000.-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatactions

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ de mille neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la comparante, ès-qualité qu'elle agit, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016:

1. Monsieur Eric LECLERC, employé privé, né à Luxembourg le 04 avril 1967, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale;

2. Monsieur Jos HEMMER, employé privé, né à Luxembourg le 15 août 1952, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale;

3. Madame Martine KAPP, employée privée, née à Luxembourg le 10 décembre 1960, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Monsieur Eric LECLERC, prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016:

Monsieur Pascal FABECK, employé privé, né à Arlon (Belgique), le 16 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue française et anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte de société est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise; à la requête de la même personne comparante en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte français fera foi.

Et après lecture, le mandataire de la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand eleven, on the eighth of April;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

"LWM CORPORATE SERVICES LIMITED", a company established and having its registered office in 401, Jardine House, 1 Connaught Place, Central, Hong Kong,

here represented by Mr. Jos HEMMER, private employee, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on April 4, 2011.

The prenamed proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the hereabove capacity, has requested the undersigned notary, to draw up the following Articles of Incorporation of a "société anonyme", which it intends to organise as unitholder or with any person who may become unitholder of the company in the future.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned person and all those that might become owners of the shares created hereafter, a joint stock company (société anonyme) is herewith formed under the name of "MADAR INVEST LUXE".

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered

office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is also the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company may lend and borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. Moreover, the company may pledge its assets for the benefit of its associates/shareholders. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EIGHT HUNDRED THOUSAND EUROS (800,000.-EUR) divided into EIGHT HUNDRED THOUSAND (800,000) shares with a par value of ONE EURO (1.-EUR) each.

For the period foreseen herebelow, the corporate capital may be increased from its present amount up to EIGHT MILLION EUROS (8,000,000.-EUR) by the creation and issue of additional shares of a par value of ONE EURO (1.-EUR) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on the 5th anniversary of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of the present incorporation deed dated April 8, 2011, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency, being understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here-above and especially under the provisions of article 32-4 of the Law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Board of directors and Statutory auditors

Art. 6.

6.1 For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only. If the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a board of directors ("Board of Directors") consisting of a minimum of three (3) directors (the "Directors").

6.2 The number of directors is fixed by the General Meeting of Shareholders.

6.3 The General Meeting of Shareholders may decide to appoint Directors of two different classes, being class A Director(s) and class B Director(s). Any such classification of Directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the Directors be identified with respect to the class they belong.

6.4 The Directors are to be appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected.

6.5 Decision to suspend or dismiss a Director must be adopted by the General Meeting of Shareholders with a majority of more than one-half of all voting rights present or represented.

6.6. When a legal person is appointed as a Director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

6.7. If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, e-mail or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company.

Art. 12.

12.1 Towards third parties, the Company is validly bound, in case of a sole director, by the sole signature of the Sole Director, or by the joint signature of any two Directors of the Company, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors by means of an unanimous decision of the Board of Directors.

12.2 In the event the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of two Directors, one of whom shall be a class A Director and one be a class B Director (including by way of representation).

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the 2ND Monday of the month of June at 11:00 o'clock.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing at least twenty percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

In case one share is held by an usufructuary and a pure owner, the voting right belongs in any case to the usufructuary.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year. The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

In case a share is held by an usufructuary and a pure owner, the dividends as well as the profits carried forward belong to the usufructuary.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2011.

The first annual general meeting shall be held in 2012.

The first directors and the first auditor are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed and paid-up as follows:

"LWM CORPORATE SERVICES LIMITED", prementioned, eight hundred thousand	800,000
Total:	800,000

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of eight hundred thousand Euros (800,000.-EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at one thousand nine hundred and fifty Euros.

Extraordinary general meeting

The above-named party, acting in the hereabove stated capacity, representing the whole of the subscribed capital, considering herself to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2016:

1. Mr. Eric LECLERC, private employee, born in Luxembourg, on the 4th of April 1967, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale;

2. Mr. Jos HEMMER, private employee, born in Luxembourg, on the 15th of August 1952, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale;

3. Mrs. Martine KAPP, private employee, born in Luxembourg on the 10th of December 1960, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Mr. Eric LECLERC, previously named, is appointed as President of the Board of Directors.

Second resolution.

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2016:

Mr. Pascal FABECK, private employee, born in Arlon (Belgium), the 16th of November 1968, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Third resolution.

The company's registered office is located at L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks French and English, states herewith that at the request of the above appearing person, the present deed is worded in French followed by an English version; at the request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: J. HEMMER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 avril 2011. LAC/2011/17049. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 14 avril 2011.

Référence de publication: 2011052388/424.

(110058933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Versbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.249.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Karine REUTER

Notaire

Référence de publication: 2011061998/11.

(110068713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

TAD Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 160.533.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second of April.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

There appeared:

“TAD Canco Inc”, a corporation existing under the laws of Canada, having its registered office at 3285 Bedford Road, Montreal QC H3S 1G5, Canada, and registered under corporation number 783649-0, represented by Maître Martine Elvinger, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on 18 April, 2011, which shall remain annexed to this deed after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared and requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a unipersonal limited liability company which he will form:

Art. 1. The Company is a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by these articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. The object of the Company is the holding of investments, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, debentures, notes and other securities of any kind.

The Company may carry on intragroup or other investing activities and cash management.

The Company may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out all its activities either directly or through one or more branches.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is named "TAD Luxembourg S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the GrandDuchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at twenty-five thousand US Dollars (USD 25,000.-), divided into two million five hundred thousand (2,500,000) ordinary shares (the "Shares") of a par value of one US Dollar cent (USD 0.01) each."

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with article 14 of the Articles.

Art. 8. Each Share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Shares are indivisible, only one owner being admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. The Shares may be transferred only pursuant to the requirements of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is administered by at least one manager, who is designated by the shareholders and who shall be a resident of Luxembourg. If several managers are appointed, a majority shall at all times be residents of Luxembourg. The Luxembourg resident managers shall be referred to as the A managers and the managers not residing in Luxembourg shall be referred to as the B managers. The managers will constitute a board of managers. The powers of each manager and the duration of his mandate are determined by the shareholders.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or E-mail another manager as his proxy.

The quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office. Decisions will be taken by absolute majority of the votes of the managers present or represented at such meeting. The minutes of the board meetings are signed by the managers present and the proxyholders of the managers represented.

A manager may participate in any meeting of managers of the Company by conference call or by similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. A meeting of managers may also in all circumstances be held by conference call only and will be subject to the quorum and majority conditions set forth hereabove. Resolutions taken will be validated by circulation of the minutes to and signature by members of the board of managers participating at the meeting.

A written decision signed by all the managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be stated in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

Toward third parties the company is bound by the joint signature of two managers one of which must be an A manager.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) do not assume, by reason of his/their position, any personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. Each shareholder may take part in collective decisions or general meetings of shareholders irrespective of the number of Shares held by him. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions of shareholders or resolutions of shareholders' meetings are validly taken only insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the Shares.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Shares, subject further to the provisions of the Law.

Art. 15. The financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. At the end of each financial year, the accounts of the Company are established by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers.

Each shareholder may inspect such accounts at the registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Shares.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

The shareholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the share-holders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provisions

The first accounting year starts on the date of incorporation and terminates on 31st December, 2011.

Subscription and Payment

All the shares have been subscribed by "TAD Canco Inc", abovementioned.

The shares so subscribed have been fully paid up in cash so that the amount of twenty-five thousand US Dollars (USD 25,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form or whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above named person, as sole partner representing the entire corporate capital, and considering himself as having received due notice, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed managers for an indefinite period:

- Mr Jacques RECKINGER, corporate director, born on 14 March 1965 in Luxembourg, residing at 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg; A manager
- Mr Henri REITER, corporate director, born on 30 April 1962 in Luxembourg, residing at 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg; A manager
- Mrs Annette SCHROEDER, corporate director, born on 29 September 1962 in Luxembourg, residing at 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg; A manager

Second resolution

The registered office is fixed at au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour d'avril.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

«TAD Canco Inc», une société de droit canadien, ayant son siège social à 3285 Bedford Road, Montréal QC H3S 1G5, Canada, enregistré sous le numéro de société 783649-0, représentée par Maître Martine Elvinger, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 18 avril 2011, qui restera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par la personne présente et le notaire soussigné.

La comparante, représentée tel qu'indiqué, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer:

Art. 1^{er}. La Société est une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après "les Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet les investissements, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, d'actions, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La Société peut exercer des activités d'investissement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son groupe ainsi que la gestion de trésorerie.

La Société peut exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société peut exercer ses activités soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs succursales.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination "TAD Luxembourg S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille Dollars américains (USD 25.000.-) représenté par deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales") d'une valeur nominale d'un centime de Dollar américain (USD 0,01) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Les Parts Sociales ne sont transmissibles que conformément à la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est administrée par au moins un gérant, nommé par les associés et qui devra être résident au Luxembourg. Si plusieurs gérants sont nommés, la majorité devra à tout moment être résident à Luxembourg. Les gérants résidant au Luxembourg sont désignés comme les gérants A et les gérants ne résidant pas au Luxembourg sont désignés comme gérants B. Les gérants constituent un conseil de gérance. Les pouvoirs de chaque gérant et la durée de son mandat sont déterminés par les associés.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par téléfax, câble télégramme télex ou email un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres sont présents. Les décisions seront prises à la majorité absolue des votes des membres du conseil de gérance présents ou représentés.

Les procès verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par les membres présents et les porteurs de procuration des membres représentés.

Les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par des moyens similaires de télécommunication permettant leur identification. Les réunions du conseil de gérance peuvent se tenir exclusivement par conférence téléphonique et seront soumises aux conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus. Les résolutions prises seront documentées par la remise des procès verbaux aux membres du conseil de gérance et la signature par ceux ayant participé à de telles réunions.

Une décision signée par tous les gérants constitue une décision valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être constatée dans un seul document ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun de ces documents signés par un ou plusieurs membres du conseil de gérance.

Vis-à-vis de tierces personnes, la Société est engagée par la signature conjointe de deux gérants dont l'un doit être un gérant A.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Chaque associé peut prendre part aux décisions collectives ou aux assemblées générales des associés, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque associé a les droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois les résolutions modifiant les statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Le bénéfice brut de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constitue le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Les Associés peuvent décider de distribuer et payer des dividendes intérimaires sur bases des comptes préparés par le gérant (ou par le conseil de gérance le cas échéant), en montrant qu'il y a des fonds suffisants pour la distribution. Le montant distribué ne peut pas dépasser les profits réalisés depuis la fin de la dernière année comptable y compris les profits reportés et les réserves distribuables et diminué par les pertes reportées et les montants alloués à la réserve légale.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés pas les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites par «TAD Canco Inc.» préqualifiée.

Les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de vingt-cinq mille Dollars américains (USD 25.000.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant, représentant comme seul associé l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jacques RECKINGER, administrateur de sociétés, né le 14 mars 1965 à Luxembourg, demeurant au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, gérant A;
- Monsieur Henri REITER, administrateur de sociétés, né le 30 avril 1962 à Luxembourg, demeurant au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, gérant A; et
- Madame Annette SCHROEDER, administrateur de sociétés, née le 29 septembre 1962 à Luxembourg, demeurant au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, gérant A.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est établi au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire instrumentaire par ses noms, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. ELVINGER, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 26 avril 2011. Relation: EAC/2011/5407. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011058461/246.

(110065704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Activa Meat, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5550 Remich, 53, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 136.316.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062016/9.

(110069881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

ITFI, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.548.

- Monsieur Edgard BONTE, né à Croix (France), le 5 août 1973, demeurant professionnellement au 100, rue du Calvaire, F-59.510 Hem, a été désigné représentant permanent de la société IFILE S.A. en remplacement de Monsieur Jean-Marie DEBERDT, pour toute la durée de son mandat d'Administrateur de Catégorie A et de Président du Conseil d'Administration, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

ITFI

Signatures

Référence de publication: 2011062186/15.

(110069346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Rom4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 114.782.

Par décision du Conseil d'administration du 1^{er} avril 2011, conformément à l'article 64-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, Monsieur Olivier LECLIPTEUR a été nommé Président du Conseil d'administration.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 02 mai 2011, Mme. Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommée Administrateur, en remplacement de l'Administrateur démissionnaire M. Jean BODONI jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Cette même assemblée a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration en date du 29 octobre 2010 de coopter M. Olivier LECLIPTEUR au poste d'administrateur de la société, en remplacement de M. Gabor KACSOH. Le mandat de l'administrateur définitivement élu, s'achèvera avec ceux de ses collègues à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Luxembourg, le 10 MAI 2011.

Pour: ROM4 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Mireille Wagner

Référence de publication: 2011070913/23.

(110077481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

Project W Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 146.663.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises à Luxembourg en date du 9 mai 2011

La société Ernst & Young, Société anonyme, ayant son siège social à 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 47.771, a été nommée en qualité de réviseur d'entreprises indépendant agréé de la Société avec un mandat pour:

- i. effectuer le contrôle légal des comptes sociaux respectant l'exercice social terminé le 31 décembre 2010; et pour
- ii. effectuer le contrôle légal des comptes consolidés de la Société respectant l'exercice social terminé le 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Référence de publication: 2011063728/17.

(110071138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

Lrlux, Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 160.219.

L'an deux mille onze, le vingt-deux avril.

Par-devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Serge BERNARD, juriste, avec adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur à L-2310 Luxembourg, mandataire de l'administrateur unique de la société anonyme «LRLUX», ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. B 160.219, en vertu d'une décision de l'administrateur unique datée du 14 avril 2011.

Une copie de ladite décision, après avoir été paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire, restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. LRLUX est une société anonyme ayant son siège social à L2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, immatriculée au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.219 (la Société), constituée suivant

acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 11 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 751 du 19 avril 2011.

II. Le capital social de la Société est fixé à quarante mille euros (EUR 40.000), représenté par quarante mille (40.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées. Ces actions se divisent comme suit:

- 31.000 (trente et un mille) actions de classe A;
- 1.000 (mille) actions de classe B;
- 1.000 (mille) actions de classe C;
- 1.000 (mille) actions de classe D;
- 1.000 (mille) actions de classe E;
- 1.000 (mille) actions de classe F;
- 1.000 (mille) actions de classe G;
- 1.000 (mille) actions de classe H;
- 1.000 (mille) actions de classe I;
- 1.000 (mille) actions de classe J.

III. Conformément à l'article 5.2 des statuts de la Société, l'administrateur unique est autorisé pendant une période de 5 (cinq) ans à partir de la date de constitution de la Société à:

- (i) augmenter le capital social de la Société, à une ou plusieurs reprises, pour le porter à un montant de soixante millions d'euros (EUR 60.000.000) par la création et l'émission de soixante millions (60.000.000) d'actions;
- (ii) déterminer le moment et le lieu de l'émission de ces actions;
- (iii) limiter ou suspendre les droits de souscription préférentielle relatifs à cette ou ces émissions d'actions et émettre ces actions aux personnes désignées par (les) l'administrateur(s);
- (iv) enregistrer par un acte notarié toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé, et de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société en conséquence; et
- (v) modifier le registre des actions de la Société chaque fois qu'une augmentation de capital est effectuée dans les limites du capital autorisé.

IV. En vertu de l'autorisation donnée à l'administrateur unique conformément aux dispositions dudit article 5.2 et en vertu des décisions prises par l'administrateur unique en date du 14 avril 2011, l'administrateur unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant total de quarante millions cent trente et un mille euros (EUR 40.131.000), afin de le porter de son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000) à quarante millions cent soixante et onze mille euros (EUR 40.171.000), par la création et l'émission de quarante millions cent trente et un mille (40.131.000) nouvelles actions ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) comme suit:

- 28.091.700 (vingt huit millions quatre vingt onze mille sept cents) actions de classe A;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe B;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe C;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe D;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe E;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe F;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe G;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe H;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe I;
- 1.337.700 (un million trois cent trente sept mille sept cents) actions de classe J.

Lesquelles actions ont toutes été souscrites et entièrement libérées par l'actionnaire unique actuel, moyennant l'apport en nature de dix millions (10.000.000) d'actions et dix millions (10.000.000) de bons de souscription d'actions de la société Imom International S.A.S., société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social à 66, route de Sartrouville, BP 49, 78230 Le Pecq (France) immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles (France) sous le numéro RCS 502.420.896, représentant ensemble 25 % du capital social et des bons de souscription d'actions de la société Imom International S.A.S., cet apport étant valorisé à quarante millions cent trente et un mille euros (EUR 40.131.000).

Cet apport a fait l'objet d'un rapport établi le 14 avril 2011 par le cabinet de révision HRT Révision, ayant son siège social à 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, représenté par Monsieur Dominique Ransquin, conformément aux stipulations des articles 32-1 et 26-1 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, rapport qui conclut comme suit:

« **5. Conclusion.** Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des actions et des bons de souscription ne correspond pas au moins à 40.131.000 nouvelles actions LRLUX S.A. d'une valeur nominale de EUR 1 chacune à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport restera annexé aux présentes avec lesquelles il sera enregistré.

V. En conséquence de ce qui précède, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à quarante millions cent soixante et onze mille euros (EUR 40.171.000) représenté par quarante millions cent soixante et onze mille (40.171.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Ces actions se divisent comme suit:

- 28.122.700 (vingt huit millions cent vingt deux mille sept cents) actions de classe A;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe B;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe C;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe D;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe E;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe F;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe G;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe H;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe I;
- 1.338.700 (un million trois cent trente huit mille sept cents) actions de classe J.»

Evaluation des frais

La partie comparante évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital à la somme de EUR 7.000.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand eleven, on the twenty-second of April.

Before us Maître, Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Serge BERNARD, lawyer, with professional address at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, representative of the Single Director of the Company LRLUX, having its registered office at L2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, RCS B 160 219, by virtue of a resolution of the Single Director dated 14th April 2011;

A copy of the resolution, having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the notary and will remain annexed hereto to be filed with them.

The appearing person acting in said capacity, declared and requested the notary to enact the following:

I. LRLUX is a public limited company, having its registered office at L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160 219 (the Company), incorporated by deed of the notary, dated April 11, 2011, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 751 of 19th April 2011, the articles of association (the Articles).

II. The Company's subscribed share capital is set at forty thousand euro (EUR 40,000) represented by forty thousand (40,000) shares of a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid. These shares are divided as follows:

- 31,000 (thirty one thousand) class A shares;
- 1,000 (one thousand) class B shares;
- 1,000 (one thousand) class C shares;
- 1,000 (one thousand) class D shares;
- 1,000 (one thousand) class E shares;
- 1,000 (one thousand) class F shares;
- 1,000 (one thousand) class G shares;
- 1,000 (one thousand) class H shares;
- 1,000 (one thousand) class I shares;
- 1,000 (one thousand) class J shares.

III. Pursuant to Article 5.2 of the bylaws of the Company, the Single Director shall be authorized for a period of 5 (five years) starting on the date of the incorporation of the Company:

(i) to increase the corporate capital of the Company, in one or several times, up to sixty million euro (EUR 60,000,000) by the creation and issuance of sixty million (60,000,000) shares;

(ii) to determine, the moment and place of the issue of these shares;

(iii) to limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights in respect of such issue(s) of shares and to issue such shares to such person(s) as the director(s) decide(s) fit;

(iv) to record by way of a notarial deed each and any share capital increase effectuated within the limits of the authorised share capital and to amend article 5.1 of the Articles of the Company accordingly; and

(v) to amend the share register of the Company every time an increase of the share capital is effected within the limits of the authorised share capital.

IV. Pursuant to the authorization given to the Single Director in accordance with the provisions of said article 5.2 and pursuant to decisions taken by the Single Director on 14th April 2011, the Single Director has decided to increase the share capital of the Company by a total amount of forty million one hundred thirty one thousand euro (EUR 40,131,000) so as to bring the share capital of the Company from its current amount of forty thousand euro (EUR 40,000) to an amount of forty million one hundred and seventy one thousand euro (EUR 40,171,000) by the issuance of forty million one hundred and thirty one thousand (40,131,000) new shares, with a par value of one euro (EUR 1) each, shares of each class as follows:

- 28,091,700 (twenty eight million ninety-one thousand seven hundred) shares of Class A;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class B;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class C;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class D;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class E;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class F;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class G;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class H;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class I;
- 1,337,700 (one million three hundred thirty seven thousand seven hundred) shares of Class J.

All shares were subscribed and fully paid up by the sole current shareholder, by way of the contribution in kind of ten million (10,000,000) shares and ten million (10,000,000) warrants to shares of the company Imom International S.A.S., a french simplified joint stock company, having its registered office at 66, route de Sartrouville, BP49, 78230 Le Pecq (France), registered with the Trade and Companies of Versailles (France) under number RCS 502 420 896, together representing 25% of capital and warrants to purchase shares of the company Imom International S.A.S. . this contribution being valued at forty million one hundred and thirty one thousand euro (EUR 40,131,000).

This contribution has been subject of a report dated 14th April 2011, by the chartered accountants HRT Revision, with registered office at 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, represented by Mr Dominique Ransquin, in accordance with the provisions of Articles 32-1 and 26-1 (1) of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies, statement which concludes the following:

" **5. Conclusion.** Based on our review, nothing has been brought to our attention that causes us to believe that the value of the shares and warrants is not at least equivalent to 40,131,000 new shares of LRLUX SA to be issued with a nominal value of € 1 each. "

This report will remain attached to this deed.

V. As a consequence of the above, Article 5.1 of the bylaws of the Company is amended as follows:

"The Company's corporate capital is set at forty million one hundred and seventy one thousand euro (EUR 40,171,000) consisting of forty million one hundred and seventy one thousand (40,171,000) shares with a par value of EUR 1 (one euro) each, all subscribed and fully paid-up.

These shares are divided as follows:

- 28,122,700 (twenty eight million one hundred twenty two thousand seven hundred) class A shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class B shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class C shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class D shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class E shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class F shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class G shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class H shares;
- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class I shares;

- 1,338,700 (one million three hundred thirty eight thousand seven hundred) class J shares."

Estimate of costs

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately EUR 7,000.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English version and the French version, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: S. BERNARD, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 26 avril 2011. Relation: LAC/2011/18862. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 29 avril 2011 02 mai 2011.

Référence de publication: 2011062212/198.

(110069520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

LBREM Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.486.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 16 mai 2011
(l'«Assemblée»)*

L'Assemblée accepte la démission de James Macdonald en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 16 mai 2011.

L'Assemblée décide de nommer la personne suivante en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 16 mai 2011 et pour une durée indéterminée:

- Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles, Belgique avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

À Luxembourg, le 17 mai 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2011070585/20.

(110077937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Biopharma Secured Debt Fund II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse.

R.C.S. Luxembourg B 157.826.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2011.

Référence de publication: 2011062037/11.

(110069582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

BP Caplux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 72.864.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Rambrouch, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011062051/10.

(110069700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Financière Concorde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 135.867.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61579 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062124/10.

(110069572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Rom7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 119.537.

Par décision du Conseil d'administration du 04 avril 2011, conformément à l'article 64-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, Monsieur Olivier LECLIPTEUR a été nommé Président du Conseil d'administration.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 04 mai 2011, Mme Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommée Administrateur, en remplacement de l'Administrateur démissionnaire M. Jean BODONI jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Cette même assemblée a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration en date du 29 octobre 2010 de coopter M. Olivier LECLIPTEUR au poste d'administrateur de la société, en remplacement de M. Gabor KACSOH. Le mandat de l'administrateur définitivement élu, s'achèvera avec ceux de ses collègues à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Luxembourg, le 10 MAI 2011.

Pour: ROM7 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Cindy Szabo

Référence de publication: 2011070916/23.

(110077493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

**TPG Village, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TPG Goldbell S.à r.l.).**

Capital social: USD 1.017.033,75.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.652.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of the month of March,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "TPG Goldbell S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 5D, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated on 11 February 2011 by deed of the undersigned notary and being in the process of registration with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés

et Associations (the “Mémorial”). The articles of association of the Company have been amended for the last time on 17 February 2011 by deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided by Mr Ralph Beyer, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer Me Ana Bramao, maître en droit, residing in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxyholders, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. Said attendance list as well as the proxies will be attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all one hundred one million seven hundred thousand three hundred and seventy five (101,700,375) shares in issue in the Company were represented at the general meeting and the shareholders of the Company declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on the item on the agenda.

II. The agenda of the meeting was as follows:

- Change of the denomination of the Company to TPG Village, S.à r.l. and consequential amendment of article 1 of the articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “TPG Village, S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.”

- Amendment of article 7 of the articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will be validly bound by the sole signature of one class B manager in all circumstances and by the sole signature of one class A manager for the following acts and operations:

- opening and closing of bank accounts,
- securing legal and accounting advice,

- dealing with general financial and tax returns, and
- general day-to-day administrative tasks.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers provided that, in the event of classes of managers, signatory powers shall have been delegated by the signature of one class B manager in all circumstances or, with respect to the signatory powers granted to the class A manager under this article 7, by the sole signature of the class A manager.”

Thereupon the following resolution was adopted:

First resolution

The meeting resolved to change the denomination of the Company to TPG Village, S.à r.l. and to consequently amend article 1 of the articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name ”TPG Village, S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.”

Second resolution

The meeting resolved to amend article 7 of the articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers’ resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will be validly bound by the sole signature of one class B manager in all circumstances and by the sole signature of one class A manager for the following acts and operations:

- opening and closing of bank accounts,
- securing legal and accounting advice,
- dealing with general financial and tax returns, and

- general day-to-day administrative tasks.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers provided that, in the event of classes of managers, signatory powers shall have been delegated by the signature of one class B manager in all circumstances or, with respect to the signatory powers granted to the class A manager under this article 7, by the sole signature of the class A manager.”

There being no further items on the agenda the Meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le quatorzième jour du mois de mars.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de «TPG Goldbell S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 5D, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu du notaire soussigné du 11 février 2011, et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 17 février 2011 suivant acte reçu du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée a été présidée par Monsieur Ralph Beyer, Rechtsanwalt, demeurant à Luxembourg.

Il fut nommé comme secrétaire et scrutateur Me Ana Bramao, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les associés représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire et scrutateur et le notaire soussigné, laquelle restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Il ressort de ladite liste de présence que toutes les cent un millions sept cent mille trois cent soixante-quinze (101.700.375) parts sociales émises dans la Société étaient représentées à l'assemblée générale et tous les associés de la Société ont déclaré qu'ils avaient connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

- Changement de dénomination de la Société en TPG Village, S.à r.l. et modification subséquente du premier article des statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «TPG Village, S.à r.l.h (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.»

- Modification de l'article 7 des statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature individuelle d'un gérant de classe B en toutes circonstances et par la signature individuelle d'un gérant de classe A pour les actes et opérations suivants:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;
- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute personne ou toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance par deux gérants, étant entendu que s'il existe des classes de gérants, des pouvoirs de signature seront délégués par un gérant de classe B en toutes circonstances ou, concernant les pouvoirs de signature accordés au gérant de classe B conformément à cet article 7, par la signature individuelle du gérant de classe A.»

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé de changer la dénomination de la Société en TPG Village, S.à r.l. et de modifier en conséquence le premier article des statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «TPG Village, S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.»

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé de l'article 7 des statuts afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature individuelle d'un gérant de classe B en toutes circonstances et par la signature individuelle d'un gérant de classe A pour les actes et opérations suivants:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;
- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute personne ou toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance par deux gérants, étant entendu que s'il existe des classes de gérants, des pouvoirs de signature seront délégués par un gérant de classe B en toutes circonstances ou, concernant les pouvoirs de signature accordés au gérant de classe A conformément à cet article 7, par la signature individuelle du gérant de classe A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. BEYER, A. BRAMAO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 mars 2011. Relation: LAC/2011/13466. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011061728/278.

(110069172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Euresa-Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 5, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 43.958.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association en date du 15 avril 2008

EXTRAIT

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2011:

1. Le mandat des administrateurs repris ci-après a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012:

- Francis COLARIS,
- François COULIOU, demeurant à F-85420 DAMVIX, Les Loges,
- Thierry JEANTET,
- JIPECO SPRL, siège social à B-1490 COURT-SAINT-ETIENNE, 8, rue Bois des Dames, ayant pour représentant permanent Jean-Pierre BALAND, demeurant à B-1210 BRUXELLES, 151, rue Royal,
- Martine MAGNEE, demeurant à B-1210 BRUXELLES, 151, rue Royal,

- Wilfried NEVEN, demeurant à B-1210 BRUXELLES, 151, rue Royal, Fabrizio TEI,
- Martin WILLEMS.

2. L'assemblée générale a décidé de nommer Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises comme Réviseur d'Entreprises pour un mandat de un an venant à échéance lors de la prochaine assemblée générale annuelle statutaire de 2012.

Luxembourg, le 19 mai 2011.

Jean-Pierre Quairière

Directeur Général

Référence de publication: 2011070876/25.

(110077314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 159.784.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 Mai 2011.

Référence de publication: 2011062133/10.

(110070110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Goodrich Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 159.841.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 5 Mai 2011.

Référence de publication: 2011062134/10.

(110070112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

enerGplan GEIE, Energie General planer, Groupement Européen d'Intérêt Economique.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg D 89.

Art. 1.0. Dénomination, siège social et membre.

1.1. Dénomination: "enerGplan GEIE", Energie General planer

1.2. Siège social: 2 rue d'Arlon L-8399 Windhof

1.3. Membres:

- PROject, siège social sis 2 rue d'Arlon L-8399 Windhof, Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg, RC B66706, représentée par Patrick Dumont, Romain Poulies et Joël Villance.

- CSD, siège social sis 2 rue d'Arlon L-8399 Windhof, Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg, RC B55830, représentée par Romain Poulies.

- PROgroup Belgium, siège social sis 35 Quai aux Pierres de Taille B - 1000 Bruxelles, Registre des personnes morales Bruxelles, RC B665470 représentée par Patrick Dumont et Romain Poulies.

- PROgroup France, siège social sis 24, allée Prudot d'Avigny F - 54400 Longwy, Registre de Commerce et des Sociétés de Brie, RC 505 305 029, représentée par Romain Poulies.

- PROnewtech, siège social 2 rue d'Arlon L-8399 Windhof, Registre du Commerce Luxembourg, RC B145467, représentée par Rolant Streber et Romain Poulies.

Art. 2.0. Objet de enerGplan GEIE. Les services de enerGplan GEIE se fondent sur les 5 principes suivants:

- mission complète et intégrée (maîtrise d'œuvre générale - Generalplaner)
- mission forfaitaire
- mission avec obligation de résultat et suivi
- mission garantissant une prestation intellectuelle indépendante, les membres faisant tous partie de l'Ordre des Architectes et Ingénieurs Conseils

Les missions de enerGplan GEIE (Generalplanung) se veulent complètes et intégrées avec des membres motivés par un objectif commun: l'optimisation énergétique d'immeubles projetés ou existants.

Ces missions comprennent l'audit (comprenant si nécessaire la thermographie, le blowerdoor test, l'analyse de sol et de matériaux, la collecte de données, le levé de l'existant...), le conseil énergétique et l'élaboration d'un concept (énergie, budget, qualité, esthétique, etc.), l'établissement de variantes, de budgets correspondant aux différentes variantes, de durée d'amortissement et de temps de retour (pour permettre des décisions simples, pertinentes et efficaces), la rédaction des demandes de subsides, pour les communes, et les contacts afférents avec les autorités, l'exécution (concept architectural, plans de stabilité, études techniques spéciales, plans d'exécution, bordereaux, direction de chantier, surveillance des travaux), la réception et le suivi des résultats (monitoring énergétique).

Les démarches complémentaires éventuelles (élaboration des demande d'autorisation diverses comme, par exemple, PAP/autorisations de bâtir, permissions de voirie, Sites et Monuments, suivi des avis ministériels, commodo/incommodo, certificats de performances, sécurité dans la fonction publique, accessibilité des lieux ouverts au public notamment aux personnes à mobilité réduite) seront bien entendu pris en charge dans la même mission.

enerGplan GEIE pourra accueillir à tout moment de nouveaux membres sous réserve que les membres adhèrent à la "charte enerGplan GEIE" et qu'ils soient acceptés par les membres d'enerGplan GEIE.

Art. 3.0. Dispositions générales (suivant loi du 25.03.1991).

Art. 3.1. enerGplan GEIE, groupement européen d'intérêt économique ne peut:

a) exercer, directement ou indirectement, le pouvoir de direction ou de contrôle des activités propres de ses membres ou des activités d'une autre entreprise, notamment dans les domaines relatifs au personnel, aux finances et aux investissements.

b) détenir, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, aucune part ou action, quelle qu'en soit la forme, dans une entreprise membre; la détention de parts ou d'actions dans une autre entreprise n'est possible que dans la mesure où elle est nécessaire pour atteindre l'objectif de enerGplan GEIE et où elle a lieu pour le compte de ses membres.

Art. 3.2.

(1) Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de enerGplan GEIE doivent contenir:

- a) La dénomination de enerGplan GEIE.
- b) La mention "groupement européen d'intérêt économique" reproduite lisiblement et en toutes lettres ou en abrégé "G.E.I.E." placée immédiatement avant ou après la dénomination.
- c) L'indication précise du siège de enerGplan GEIE.
- d) Les mots "Registre de commerce et des sociétés" ou les initiales "R.C." accompagnés de l'indication du siège du tribunal d'arrondissement dans le ressort territorial duquel enerGplan GEIE a son siège et suivis du numéro d'immatriculation.

(2) Toute personne qui interviendra pour enerGplan GEIE dans un acte où la prescription du paragraphe précédent ne sera pas remplie pourra, dans la mesure où il en résulte un préjudice pour les tiers, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par enerGplan GEIE.

Art. 3.3. Direction générale.

(1) enerGplan GEIE est géré par un gérant, Monsieur Romain Poulies né le 25/08/1969 à Luxembourg et domicilié 9, rue de Keispelt à L - 8282 Kehlen pour un mandat renouvelable de 6 ans.

(2) Les décisions d'engagement d'enerGplan GEIE se prendront au travers d'une assemblée générale de ses membres suivant le mode établi par le contrat d'adhésion d'enerGplan GEIE et à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

(3) Les exploits pour ou contre enerGplan GEIE sont valablement faits au nom d'enerGplan GEIE seul. Le contrat d'adhésion peut faire état de restrictions en terme de gérance d'un de ses membres. Ces restrictions ne sont pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

(4) Toutefois, le contrat d'adhésion peut donner qualité aux membres signataires de représenter enerGplan GEIE, seuls ou conjointement. Cette clause est opposable aux tiers dans les conditions prévues à l'article 4.7. enerGplan GEIE est lié par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet d'enerGplan GEIE, à moins qu'ils ne prouvent que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, sans que la seule publication du contrat d'adhésion d'enerGplan GEIE suffise à constituer cette preuve.

(5) Tout membre peut demander en justice la révocation d'un gérant pour de justes motifs.

(6) Chacun des gérants représente enerGplan GEIE envers les tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

(7) Les gérants de enerGplan GEIE sont responsables conformément à l'article 59 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

(8) Tous les actes engageant la responsabilité de enerGplan GEIE nécessitent la co-signature des gérants précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.

Art. 3.4.

(1) L'ensemble des membres de enerGplan GEIE constitue l'assemblée. L'assemblée est obligatoirement réunie à la demande d'un gérant ou d'un membre de enerGplan GEIE. Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont adressées aux membres par lettre recommandée quinze jours au moins avant l'assemblée.

(2) Sauf disposition contraire au contrat d'adhésion, l'Assemblée dispose des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute décision ou accomplir tout acte nécessaire ou utile à la réalisation de l'objet de enerGplan GEIE. Elle est en tout cas seule habilitée, à l'unanimité, à prendre toute décision concernant la modification du contrat d'adhésion des membres, la dissolution anticipée d'enerGplan et l'exclusion de ses membres.

Les membres de enerGplan GEIE ne peuvent décider qu'à l'unanimité de:

- a) modifier l'objet de enerGplan GEIE.
- b) modifier le nombre de voix attribué à chaque membre.
- c) modifier les conditions de prise de décision.
- d) modifier la part contributive de chacun des membres ou de certains d'entre eux au financement d'enerGplan GEIE.
- e) modifier toute autre obligation d'un membre à moins que le contrat d'adhésion d'enerGplan GEIE n'en dispose autrement.
- f) modifier toute autre obligation d'un membre sauf si son contrat d'adhésion n'en dispose autrement.

Dans tous les cas où les présents statuts ne prévoient pas une obligation d'unanimité pour la prise de décisions, le contrat d'adhésion de enerGplan GEIE peut déterminer les conditions de quorum et de majorité dans lesquelles les décisions seront prises. Dans le silence du contrat d'adhésion, les décisions seront prises à l'unanimité.

(3) Chaque membre dispose d'une voix. Le contrat d'adhésion de enerGplan GEIE peut toutefois attribuer plusieurs voix à certains membres, à condition qu'aucun d'eux ne détienne la majorité absolue des voix.

Art. 3.5.

(1) L'admission d'un nouveau membre fait l'objet d'une délibération entre les membres existants et de la signature du contrat d'adhésion.

(2) Le retrait d'un membre d'enerGplan GEIE n'est possible qu'avec l'accord unanime des membres restants.

(3) L'exclusion d'un membre d'enerGplan GEIE fait l'objet d'une décision à l'unanimité au travers d'une assemblée générale. L'exclusion d'un membre peut être demandée par chacun des membres.

(4) En cas de décès d'un de ses membres, il y a cessation de ses obligation vis-à-vis du groupement dès la publication de ce fait. Ses héritiers, pour autant qu'ils ne soient pas eux-mêmes admis comme membres, ne sont pas tenus de ses obligations.

(5) En cas de faillite d'un de ses membres, celui-ci est aussitôt exclu en tant que membre, sans entraîner la dissolution d'enerGplan GEIE.

(6) Tout nouveau membre répond des dettes de enerGplan GEIE conformément à l'article 4.5. Il peut cependant être exonéré du paiement des dettes antérieures à son admission par une clause expresse du contrat constitutif ou de l'acte d'admission. Pour être opposable aux tiers et à enerGplan GEIE, cette disposition doit être publiée.

Art. 4.0. Dispositions particulières.

4.1. Apport:

Aucun apport autre que le capital initial (voir article 4.2) n'est prévu.

4.2. Capital:

enerGplan GEIE disposera d'un capital constitué d'un apport unique de chaque membre d'un montant de mille euros. Ce capital sert aux dépenses de constitution et d'administration.

4.3. Durée: enerGplan GEIE est constitué pour une durée indéterminée.

4.4. Gestion courante:

- Gérant: Monsieur Romain Poulies né le 25/08/1969 à Luxembourg et domicilié 9, rue de Keispelt à L -8282 Kehlen
- Membres: un nouveau membre peut être coopté sur simple demande et acceptation unanime par les membres.
- Comité de gestion: chaque membre délègue un représentant pour le comité de gestion. Le Comité de gestion se compose de:

* PROject Luxembourg sa: représenté par Monsieur Joël Villance né le 03/05/1962 à Saint Mard et domicilié 8, rue du Chiers à B - 6780 Wolkrange

* PROgroup Belgium sprl: représenté par Monsieur Patrick Dumont né le 06/04/1968 à Uccle et domicilié 86, rue de la Faucille à B - 1970 Wezembeek-Opem

* CSD sa: représenté par Monsieur Romain Poulies né le 25/08/1969 à Luxembourg et domicilié 9, rue de Keispelt à L - 8282 Kehlen

* PROgroup France sas: représenté par Monsieur Romain Poulies né le 25/08/1969 à Luxembourg et domicilié 9, rue de Keispelt à L - 8282 Kehlen

* PROnewtech sa: représenté par Monsieur Roland Streber né le 04/05/1959 à Luxembourg et domicilié 30, Ceinture Um Schloss à L - 5880 Hesperange

4.5. Immatriculation:

Immatriculée auprès du registre compétent du Grand-Duché de Luxembourg.

Les membres sont solidairement et indéfiniment responsables des dettes de enerGplan GEIE pour les dettes antérieures à son arrivée, sauf clause d'exonération prévue dans le contrat d'adhésion.

4.6. Résultat:

(1) L'objet de enerGplan GEIE n'est pas de faire des bénéfices mais ne se l'interdit pas.

(2) En cas de perte, à la fin d'un exercice comptable, il sera procédé à une participation complémentaire proportionnelle par chacun de ses membres.

(3) L'exercice comptable a pour début le 1^{er} janvier et pour fin le 31 décembre de chaque année. A titre exceptionnel, le premier exercice sera de 13 mois, à savoir du 1^{er} décembre 2009 au 31 décembre 2010.

4.7. Rôle:

Le rôle principal de enerGplan GEIE est de:

1. Promouvoir les missions (cf. 2.0 objet de enerGplan GEIE) auprès des Maîtres d'Ouvrages publics et privés. Pour cela, enerGplan GEIE établit tous les documents, outils (site internet, brochures, etc) nécessaires et utiles, et accomplit toutes les démarches (conférences, formations, informations, etc) qui peuvent permettre à enerGplan GEIE de promouvoir les missions de enerGplan GEIE.

2. Homogénéiser les offres et les missions. Toutes les offres et missions seront établies par les membres et partenaires de enerGplan GEIE. Le rôle de enerGplan GEIE est d'homogénéiser les offres et les contrats afin de fournir un service cohérent depuis le premier contact jusqu'à la fin de la mission au client.

3. Pilotage général de l'opération et contact privilégié des Maître d'Ouvrages.

4. Gestion administrative et financière de enerGplan GEIE.

4.8. Partenaires:

EnerGplan coopté des partenaires et partenaires privilégiés.

Définition:

- Partenaire privilégié: société signataire de la charte enerGplan GEIE et dont la consultance est fréquente dans le chef d'enerGplan. Le partenaire privilégié peut disposer d'un contrat cadre et de taux horaires, ou de missions prédéfinies.

- Partenaire: tout type de société commerciale n'ayant aucun engagement de consultance vis-à-vis d'enerGplan GEIE

4.9. Conditions commerciales de fonctionnement du GEIE:

A titre forfaitaire et pour assurer financièrement la fonction (point 4.7), il est convenu des conditions suivantes:

- ajout de 5% sur chaque offre provenant d'un membre enerGplan
- ajout de 7.5% sur les offres des partenaires privilégiés
- ajout de 10% sur les offres des partenaires

Les taux peuvent être adaptés par les gérants ou le Directeur en fonction des situations et offres commerciales. Il ne peuvent être inférieurs à 5%.

Art. 5.0 Juridiction. Le lieu de juridiction est le Grand-duché de Luxembourg.

Les lois du Grand-duché de Luxembourg sont applicables en cas de litige.

Etabli en 5 exemplaires à Windhof, le 1^{er} décembre 2009. Romain POULLES / Joël VILLANCE / Patrick DUMONT / Roland STREBER.

Référence de publication: 2011059496/178.

(110066265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

GACEREF Luxco Austria/Belgium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.026.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062138/10.

(110069567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

GACEREF Luxco Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.028.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062139/10.

(110069530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Daytona International S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 122.484.

La soussignée, CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social et ses bureaux au 60, Grand-Rue / Niveau 2, L-1660 Luxembourg, atteste par la présente que la domiciliation respectivement l'établissement du siège de la société

DAYTONA INTERNATIONAL SàRL

R.C. Luxembourg Section B Numéro 122.484

prend fin

le 30 avril 2011

et que par conséquent cette société n'a plus son siège social ni ses bureaux à cette adresse à partir du jour suivant.

Le 29 avril 2011.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

Richard G.F. Turner

Expert-Comptable et Réviseur d'Entreprises agréé

Référence de publication: 2011062765/18.

(110071051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Maecolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3259 Bettembourg, 54, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 108.632.

L'an deux mil onze, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MAECOLUX S.A., avec siège social à L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.632,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1092 du 25 octobre 2005,

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre EUDIER, Docteur en chirurgie dentaire, demeurant à L-3259 Bettembourg, 54, rue de la Montagne,

qui désigne comme secrétaire, Monsieur Fernando MEYER, directeur d'usine, demeurant à AR-6435 Carapachay, 1606 san Isidro Buenos Aires.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Stanislas EUDIER, économiste, demeurant à L-3259 Bettembourg, 54, rue de la Montagne.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Transfert du siège social de la société de L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs à L-3259 Bettembourg, 54, Rue de la Montagne.

2) Modification subséquente de l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social de la société est établi à Bettembourg.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur»

par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant

III. Que l'intégralité du capital social étant présente à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour leur communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée est partant régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur le point de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide transférer le siège social de la société de L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs à L-3259 Bettembourg, 54, rue de la Montagne.

Deuxième résolution

L'assemblée décide en conséquence de modifier l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts, comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social de la société est établi à Bettembourg.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.00 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 1.000,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: JP. Eudier, F. Meyer, S. Eudier, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 mars 2011. Relation: LAC/2011/14193. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 3 mai 2011.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2011061229/59.

(110068049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

GACEREF Luxco Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.024.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062140/10.

(110069589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

GACEREF Luxco Netherlands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.027.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062141/10.

(110069575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

H.B.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.861.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2011

...

1) Transfert du siège social

...

L'assemblée décide unanimement de transférer le siège social à L-1116 Luxembourg, 6 rue Adolphe...

2) Nomination d'un membre du Directoire

L'assemblée prend acte de la démission de ICLF Directorship sàrl, représentée par Maître Isabelle CLAUDE, de ses fonctions de membre du Directoire de catégorie B, par lettre du 6 mai 2011.

L'assemblée décide unanimement de nommer Monsieur Richard HAWEL, demeurant professionnellement à L-2761 Luxembourg, 8 rue Yolande, aux fonctions de membre du Directoire de catégorie B. Le membre nouvellement nommé achève le terme de celui qu'il remplace, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

3) Nomination d'un membre du Conseil de surveillance

L'assemblée prend acte de la démission de Alter Director sàrl, représentée par Monsieur Bruno ABBATE. de ses fonctions de membre du Conseil de surveillance de catégorie B, par lettre du 4 mai 2011.

L'assemblée décide unanimement de nommer Monsieur Frank WEYERS, demeurant professionnellement à L-2761 Luxembourg, 8 rue Yolande, aux fonctions de membre du Conseil de surveillance de catégorie B. Le membre nouvellement nommé achève le terme de celui qu'il remplace, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

Pour extrait conforme

Me Patrick Goergen

Avocat à la Cour

Référence de publication: 2011072430/29.

(110079375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Harvest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.873.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062150/10.

(110069667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Knockon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 132.397.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 Décembre 2010

L'assemblée a été informée du décès de Monsieur Nicolas KRUCHTEN, administrateur et administrateur-délégué de la société.

M. Laurent BARNICH, né le 2 octobre 1979 à Luxembourg, ayant son adresse 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, a été élu administrateur et administrateur-délégué de la société. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011062193/15.

(110069620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Hekalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 155.504.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062151/10.

(110069595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

HP Laurad Management Participations (HPLMP) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 121.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062157/10.

(110069364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

HP Laurad Management Participations (HPLMP) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 121.710.

Rectificatif de la mention déposée en date du 09.10.2009 N° dépôt L090155492

Les comptes annuels au: 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062158/11.

(110069698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Koch Fiber Finance Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.502.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 100.072.

Les comptes de liquidation au 30 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Koch Fiber Finance Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011062190/13.

(110069555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

FR Barra 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.027,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 153.103.

Suite à l'augmentation du capital social de la société FR Barra 1 S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société FR Barra 2 S.à r.l., en date du 4 mai 2011 et suivant l'assemblée générale extraordinaire de FR Barra 1 S.à r.l., les parts sociales de la société FR Barra 2 S.à r.l. ont été transférées comme suit:

- Barra Holdings LP a transféré:

* 19.991 parts sociales de classe ordinaire,

* 4 parts sociales de classe A,

- * 4 parts sociales de classe B,
- * 4 parts sociales de classe C,
- * 4 parts sociales de classe D,
- * 4 parts sociales de classe E,
- * 4 parts sociales de classe F,
- * 4 parts sociales de classe G,
- * 4 parts sociales de classe H,
- * 4 parts sociales de classe I

à la société FR Barra 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège sociale au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153123.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais FR Barra 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011071763/30.

(110078857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Securities and Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.609.

L'an deux mille dix,
le vingt-deux janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg),

à Luxembourg-Ville, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «SECURITIES AND ASSETS S.A.», (la «Société») une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 43 609,
constituée suivant acte notarié du 15 avril 1993, publié au Mémorial C numéro 320 du 6 juillet 1999.

Les statuts de la Société ont été modifiés dernièrement suite à un acte notarié dressé le 27 octobre 2006, publié au Mémorial C numéro 116 du 05 février 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Marc HEITZ, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Evelyne BEY, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1) Approbation d'une situation comptable de la Société au 31 décembre 2009.
- 2) Modification de la dénomination de la Société en «SECURITIES AND ASSETS SRL».
- 3) Réduction du capital social de la Société d'un montant d'un million trois cent mille euros (1'300'000.-EUR) afin de le ramener de son montant actuel d'un million quatre cent mille euros (1'400'000.-EUR) à un montant de cent mille euros (100'000.-EUR) par apurement de pertes accumulées par la Société au 31 décembre 2009, à concurrence d'un montant

de six cent vingt-huit mille sept cent cinquante-huit euros et un cent (628'758,01 EUR) et allocation du solde, soit la somme de six cent soixante-onze mille deux cent quarante et un euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (671'241,99 EUR) à un compte réserve spécial de la Société.

4) Fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050.

5) Démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société.

6) Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, et adoption par la Société de la nationalité italienne; décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

7) Fixation du nouveau siège social de la Société.

8) Changement de la forme juridique de la Société d'une société anonyme en celle d'une société à responsabilité limitée de droit italien.

9) Modification de l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article TROIS (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.

10) Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne.

11) Nomination d'un administrateur unique en la personne de Madame Bruna BELTRAMINI, née à Pradamano (Italie), le 27 novembre 1944, demeurant à Udine, Viale Palmanova N. 326, code fiscal BLTBRN44S67G969T.

12) Délégation de pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social actuellement étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver sans restriction ni réserve, la situation comptable de la Société au 31 décembre 2009.

Ladite situation comptable, après avoir été signée «ne varietur» par tous les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de changer la raison sociale de la Société en «SECURITIES AND ASSETS SRL».

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une réduction du capital social de la Société d'un montant d'un million trois cent mille euros (1'300'000.-EUR) afin de le ramener de son montant actuel d'un million quatre cent mille euros (1'400'000.-EUR) à un montant de cent mille euros (100'000.-EUR) par apurement de pertes accumulées par la Société au 31 décembre 2009, à concurrence d'un montant de six cent vingt-huit mille sept cent cinquante-huit euros et un cent (628'758,01 EUR) et allocation du solde, soit la somme de six cent soixante-onze mille deux cent quarante et un euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (671'241,99 EUR) à un compte réserve spécial de la Société.

La preuve de ces pertes accumulées au 31 décembre 2009 a été rapportée au notaire soussigné par des documents comptables, ce qui est expressément reconnu par lui.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de fixer la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE d'accepter la démission de Monsieur Alexis DE BERNARDI, Monsieur Jean-Marc HEITZ et Monsieur Gianpietro BENEDETTI, de leurs mandats d'administrateurs et également de la société «INDEPENDANT S.à r.l.» en tant que commissaire aux comptes actuel de la Société et DECIDE de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de transférer le siège social administratif et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Milan (Italie) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de fixer le nouveau siège social de la Société à Milan (Italie), Via Manzoni, N. 38.

Huitième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de changer la forme juridique de la Société d'une société anonyme (S.A.) en celle d'une société à responsabilité limitée (S.r.l.) régie par le droit italien.

Neuvième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'objet social existant de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article trois (3) des statuts refondus de la Société en langue italienne.

Dixième résolution

Afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «SECURITIES AND ASSETS S.R.L.» pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

Nouvelle version des statuts en langue italienne:

«STATUTO DELLA SOCIETÀ A RESPONSABILITÀ LIMITATA "SECURITIES AND ASSETS S.R.L."

Titolo I. Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. Denominazione. E' costituita una società a responsabilità limitata denominata "SECURITIES AND ASSETS S.r.l.".

Art. 2. Sede. La società ha sede in Milano. L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative e di trasferire la sede sociale nell'ambito del comune.

Art. 3. Oggetto. La società ha per oggetto la seguente attività:

- acquisto e vendita di beni immobili, nonché la manutenzione, la ristrutturazione e gestione degli stessi, esclusa in ogni caso l'attività di mediazione.

La società, nel rispetto dei limiti della legge, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, immobiliari, mobiliari e finanziarie necessarie, utili e strumentali al raggiungimento dell'oggetto sociale.

Art. 4. Durata. La durata della società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta).

Titolo II. Capitale - Apporti dei soci

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale è fissato in Euro 100.000,00 (centomila virgola zero zero).

Il capitale sociale può essere aumentato mediante esecuzione di nuovi conferimenti in denaro, in natura, di crediti o mediante qualsiasi altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica, oppure mediante passaggio di riserve a capitale nei termini consentiti dalla legge.

In caso di decisione di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute.

Art. 6. Altri apporti dei soci alla società. I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti a fondo perduto o in conto capitale ovvero finanziamenti, sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico ai sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

Salvo contraria pattuizione, i finanziamenti si intendono sempre infruttiferi.

Titolo III. Partecipazioni - Trasferimento delle partecipazioni

Art. 7. Diritti dei soci. E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi. Il trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi ha effetto verso la società dal momento dell'iscrizione nel libro dei soci. L'atto di trasferimento, con sottoscrizione autenticata, deve essere depositato entro trenta giorni a cura del notaio autenticante presso l'Ufficio del Registro delle Imprese

nella cui la circoscrizione è stabilita la sede sociale. L'iscrizione del trasferimento nel libro soci ha luogo su richiesta dell'alienate o dell'acquirente, verso esibizione del titolo da cui risultino il trasferimento e l'avvenuto deposito.

Art. 9. Trasferimento delle partecipazioni a causa di morte. Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per successione mortis causa, salvo il diritto degli altri soci di liquidare la partecipazione ai successori secondo i criteri e le modalità stabiliti dall'art.2473 del codice civile.

Titolo IV. Decisioni dei soci

Art. 10. Decisioni dei soci. Le decisioni dei soci debbono essere adottate in assemblea.

Art. 11. Assemblea. L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori della sede sociale e in uno dei paesi membri dell'Unione Europea.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, con lettera raccomandata, anche a mano, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai soci e ai componenti degli organi sociali, al domicilio di cui al successivo art.25. risultante dai libri sociali oppure al recapito mail/fax degli stessi.

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione.

In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita totalitaria quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Nel caso in cui l'adunanza si tenga per audio/video conferenza, dovranno essere indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati nei quali gli intervenuti potranno affluire dovendosi ritenere svolta a riunione el luogo in cui saranno presenti il presidente ed il soggetto verbalizzante, ferma restando in ogni caso la possibilità di partecipare all'assemblea anche da un luogo audio/video collegato non indicato nell'avviso di convocazione.

Art. 12. Presidenza e intervento in assemblea. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio, a meno che per legge il verbale non debba essere redatto da un notaio.

Art. 13. Diritto di voto e quorum assembleari. Il socio può farsi rappresentare in assemblea da altri soci o da terzi mediante delega scritta che verrà conservata agli atti della società. Le assemblee sono regolarmente costituite e deliberano con le diverse maggioranze previste dalla legge secondo gli argomenti posti all'ordine del giorno.

Titolo V. Amministrazione e rappresentanza

Art. 14. Amministrazione. La società è amministrata da un amministratore unico. L'amministratore unico può anche essere non socio.

Art. 15. Durata della carica. L'amministratore resta in carica a tempo indeterminato fino a sue dimissioni o a revoca anche senza giusta causa, ovvero per il tempo stabilito dall'assemblea all'atto della nomina.

Art. 16. Poteri organo amministrativo. L'amministrato unico è investito dei più ampi poteri per la gestione della società ed ha facoltà di compiere tutti gli atti necessari per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, salvo l'eventuale competenza attribuita alla decisione dei soci, ai sensi di legge o del presente statuto.

L'amministratore unico può anche nominare procuratori, per determinati atti o categorie di atti.

Art. 17. Rappresentanza. All'amministratore unico spetta la rappresentanza legale della società di fronte ai terzi ed in giudizio.

Ai procuratori, per determinati atti o categorie di atti può essere altresì attribuita la rappresentanza nei limiti dei poteri loro concessi.

Titolo VI. Organo di controllo

Art. 18. Organo di controllo. I soci possono nominare un collegio sindacale o un revisore contabile.

La nomina del collegio sindacale è obbligatoria nei casi di cui all'articolo 2477, secondo e terzo comma, codice civile.

Nel caso di nomina il collegio sindacale è composto da tre sindaci effettivi;

vengono altresì nominati due sindaci supplenti.

Il collegio sindacale esercita il controllo contabile, salvo che con decisione dei soci venga nominato un revisore contabile.

Al collegio sindacale ed al revisore contabile si applicano in ogni caso le disposizioni di cui agli artt. 2397 e seguenti, codice civile.

Titolo VII. Recesso ed esclusione del socio

Art. 19. Cause di recesso. Il diritto di recesso è riconosciuto al socio nei casi inderogabili di legge ed è disciplinato dall'art.2473, codice civile, salvo quanto infra.

Per le modalità e i termini si fa riferimento all'art.2437 bis, codice civile.

Art. 20. Esclusione. Non sono previste cause di esclusione.

Titolo VIII. Bilancio e destinazione degli utili

Art. 21. Esercizio sociale, bilancio. Gli esercizi sociali si chiudono al 30 (trenta) giugno di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni nel caso la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato o qualora particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società lo richiedano.

Art. 22. Utili. Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla destinazione degli utili.

Titolo IX. Scioglimento e liquidazione

Art. 23. Scioglimento. La società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

Contestualmente all'accertamento della causa di scioglimento, l'assemblea delibera a norma dell'art. 2487, codice civile.

Titolo X. Titoli di debito

Art. 24. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito. L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

Titolo XI. Disposizioni generali

Art. 25. Domicilio dei soci e dei componenti gli organi sociali. Il domicilio dei soci, dell'amministratore unico e dei componenti l'organo di controllo -se nominato -, per quanto concerne i rapporti con la società è quello all'uopo comunicato per iscritto alla società, o, in mancanza, quello risultante dal registro delle imprese.

Art. 26. Disposizione finale. Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata."

Onzième résolution

L'assemblée, après avoir délibéré de confier l'administration de la Société à un administrateur unique, décide à cet effet de nommer administrateur unique de la société:

Madame Bruna BELTRAMINI, née à Pradamano (Italie), le 27 novembre 1944, demeurant à Udine, Viale Palmanova N. 326, code fiscal BLTBRN44S67G969T,

qui restera en fonction, pour une durée indéterminée, jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Douzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE en outre de conférer à cet administrateur unique, Madame Bruna BELTRAMINI, tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Treizième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE que toutes les résolutions prises ci-avant prendront effet à partir du jour de la tenue de la présente assemblée générale extraordinaire.

Déclarations en langue italienne pour les autorités italiennes:

I componenti dichiarano:

di dare atto che l'odierna deliberazione adottata all'unanimità in conformità all'art. 67.1 del Codice delle società commerciali (Legge 10 agosto 1915) del Granducato di Lussemburgo determina la perdita della nazionalità lussemburghese e l'acquisto della nazionalità italiana senza scioglimento e ricostituzione, ma con assoluta continuità della personalità giuridica conformemente all'espressa volontà della società stessa e nel rispetto dell'art. 25 della legge italiana 31 maggio 1995 n. 218 (riforma del sistema italiano di D.I.P.).

71467

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J.-M. HEITZ, S. ERK, E. BEY, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 janvier 2010. Relation: EAC/2010/1136. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011059225/255.

(110066660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

Hyd Fin Int'l, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HYD FIN INT'L

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011062159/11.

(110070006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

I Nigri Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4985 Sanem, 33, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 127.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062164/9.

(110069602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

I Nigri Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4985 Sanem, 33, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 127.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062165/9.

(110069603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Travel Writer Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 87, avenue du Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 95.730.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 2 mai 2011, numéro 2011/0949 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 9 mai 2011, relation: CAP/2011/1740 de la société à responsabilité limitée "TRAVEL WRITER Sàrl", avec siège social à L-4940 Bascharage, 87, avenue de Luxembourg inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 95 730, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 août 2003, publié au Mémorial C, numéro 1067 du 30 octobre 2003, ce qui suit:

- Madame Christelle LEMAITRE, seule associée, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 2 mai 2011,

- la société dissoute n'a plus d'activités.
- l'associée a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'elle assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.
- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: F-57000 Metz, 37, rue Drogon.

Bascharage, le 18 mai 2011.

Pour extrait conforme

Alex WEBER

Le notaire

Référence de publication: 2011071083/25.

(110078043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Advisory & Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 182, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 160.540.

STATUTS

L'an deux mille onze, le quatorze avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- La société à responsabilité limitée «FIDUCIAIRE ECCA», ayant son siège social à L-8010 Strassen, 182, route d'Arlon, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 131.089.

2.- La société à responsabilité limitée «ARDEX», ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire, inscrite au R.C.S.L. Luxembourg sous le numéro B 148.775.

3.- La société à responsabilité limitée «CLAP S. à R.L.», ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 113.909.

Toutes trois ici représentées aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées en date des 23 et 24 mars 2011.

Les prédites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-dessus, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles vont constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la réalisation de toutes prestations de conseil économique, notamment de toutes prestations de conseil concernant l'organisation, la structuration et la restructuration d'entreprises, ainsi qu'en matière de relations publiques, la réalisation de tous services administratifs ou d'assistance administrative ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires à cet objet.

Par ailleurs, la société a également pour objet l'acquisition de participations, d'intérêts et de parts sociales sous toutes les formes, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que la gestion de ces participations, intérêts et parts sociales. La société pourra notamment acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement toutes valeurs, actions ou autres instruments de participation, titres, obligations, certificats de dépôt et autres instruments obligataires, et plus généralement tous titres ou instruments financiers émis par toutes entités publiques ou privées généralement quelconques.

La société pourra acquérir, louer ou faire développer tous biens immobiliers, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société pourra opérer toutes transactions commerciales ou financières. Elle pourra rendre tous services aux sociétés du groupe ou à des sociétés filiales détenues directement ou indirectement, et notamment conseiller et prêter son concours en toutes choses à toutes sociétés filiales détenues directement ou indirectement.

La société pourra emprunter sous toutes les formes, excepté par voie d'offre publique. Elle pourra émettre, par voie de placement privé uniquement, tous billets, obligations et instruments obligataires et tous types de titres obligataires et/

ou valeurs. La société pourra prêter des fonds à ses filiales ou à toutes sociétés affiliées, y compris le produit de tous emprunts et/ou de toute émission de titres obligataires. Elle pourra également donner des garanties et accorder des cautions en faveur de tiers aux fins de garantir ses obligations propres ou celles de ses filiales, sociétés affiliées ou autres personnes physiques ou morales. La société pourra également nantir, transférer, grever ou autrement créer des cautions sur tout ou partie de ses avoirs.

La société pourra de manière générale utiliser toutes techniques et tous instruments liés à ses investissements dans un but de gestion efficace, y compris toutes techniques et tous instruments destinés à couvrir la société contre tous risques de crédit, de change, de taux d'intérêts et autres.

La société pourra faire toutes opérations commerciales et/ou financières relatives à des investissements directs ou indirects dans des biens mobiliers ou immobiliers.

D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de "ADVISORY & CONSULTING".

Art. 4. Le siège social est établi à Strassen.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Chacun des associés aura cependant la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses coassociés.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille sept cent cinquante euros (€ 12.750.-), représenté par cent (102) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les cent deux (102) parts sociales sont souscrites comme suit:

a) la société «FIDUCIAIRE ECCA», préqualifiée, trente-quatre parts sociales	34
b) la société «ARDEX», préqualifiée, trente-quatre parts sociales	34
c) la société «CLAP S. à R.L.», préqualifiée, trente-quatre parts sociales	34
Total: cent deux parts sociales	102

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille sept cent cinquante euros (€ 12.750.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

71471

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparantes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Guillaume BERNARD, expert-comptable, né à Thionville (France), le 18 avril 1973, demeurant professionnellement à L-8010 Strassen, 182, route d'Arlon, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 3.- Le siège social est établi à L-8010 Strassen, 182, route d'Arlon.

Le notaire instrumentant a rendu attentives les comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 21 avril 2011. Relation: CAP/2011/1459. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 26 avril 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011059498/171.

(110066040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

I.B. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 32, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 23.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011062166/11.

(110069491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

ImmoZone, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6745 Grevenmacher, 22, Kuschegaessel.

R.C.S. Luxembourg B 147.821.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/05/2011.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2011062168/12.

(110069725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Y.D.X. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 3, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 95.084.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} avril 2011

Résolution n° 1

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la révocation des fonctions d'administrateur de Madame Greta VERBEEREN, née le 3 septembre 1955 à Ukkel (Belgique) et demeurant à B-1700 Dilbeek, 16, Rondebosstraat.

Résolution n° 2

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la révocation des fonctions d'administrateur de Monsieur Emmanuel BONNET, né le 16 avril 1974 à Croix (France) et demeurant à B-8510 Marke, 13, Rodenburgstraat.

Résolution n° 3

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions d'administrateur de Monsieur Thierry BONDROIT, né le 26 mai 1958 à Ixelles (Belgique) et demeurant à B-1780 Wemmel, 13, J. Vanden Broeckstraat.

Résolution n° 4

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions d'administrateur de Madame Pascale BRANDELET, née le 23 novembre 1961 à Vilvorde (Belgique) et demeurant à B-1780 Wemmel, 13, J. Vanden Broeckstraat.

Résolution n° 5

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide le transfert du siège social à L-4123 Esch-sur-Alzette, 3, rue du Fossé.

Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 2011.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

Fiduciaire C.G.S.

Signature

Référence de publication: 2011071918/31.

(110079050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Imprimerie Gérard Klopp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 71.669.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/05/2011.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2011062177/12.

(110070050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Joint Bulk Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 38.727.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062188/10.

(110069999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.
